

PREFECTURE DU GARD

Sous-préfecture d'Alès
Pôle risques et
Développement durable

ARRETE PREFECTORAL n° 2010-33 du 21 Juillet 2010

mettant en demeure la Communauté de Communes
Cévennes Actives de respecter les prescriptions de
l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre V, titre Ier du code de l'environnement et notamment l'article L 514-1 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 autorisant la Communauté de Communes Cévennes Actives à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers à Bordezac ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-HB-171 du 23 Avril 2010 donnant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, sous-préfet d'Alès ;
- Vu les constatations effectuées par l'inspection des installations classées le 28 mai 2010 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 juillet 2010 ;
- Considérant que la Communauté de communes Cévennes Actives ne respecte pas certaines des prescriptions de l'arrêté du 13 mai 2004 susvisé ;
- Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

ARRETE

Article 1er – Mise en demeure

La Communauté de communes Cévennes Actives, 52, rue de l'Eglise – BP 4 – 30160 GAGNIERES, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.5, 8.2 et 8.6 de l'arrêté du 13 mai 2004 susvisé dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le présent article sera considéré comme satisfait, si, à l'issue du délai mentionné ci-dessus, l'exploitant a :

- soit respecté la disposition indiquée,
- soit déposé en sous-préfecture d'Alès une demande de modification de cette disposition, accompagnée de tous les justificatifs permettant son instruction.

Article 2 – Sanctions

Passé le délai fixé à l'article 1er, les infractions aux dispositions du présent arrêté pourront entraîner la mise en oeuvre des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et L 514-11 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Article 4 – Notification – Exécution

Le présent arrêté est notifié à au Président de la Communauté de communes Cévennes Actives, 52, rue de l'Eglise – BP 4 – 30160 GAGNIERES.

Une copie est adressée :

- au maire de Bordezac,
 - au sous-préfet d'Alès,
 - à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Languedoc-Roussillon,
- chacun chargé, en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Préfet,
Pour le préfet, et par délégation,
Le sous-préfet,



Philippe PORTAL